



HAL
open science

Autour d'un livre: Mark Duffield, Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples, Cambridge, Polity, 2007, 280 pages. Le point de vue de David Ambrosetti

David Ambrosetti

► **To cite this version:**

David Ambrosetti. Autour d'un livre: Mark Duffield, Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples, Cambridge, Polity, 2007, 280 pages. Le point de vue de David Ambrosetti. Politique africaine, 2012, 125 (125), pp.215-219. 10.3917/polaf.125.0215 . halshs-00707161

HAL Id: halshs-00707161

<https://shs.hal.science/halshs-00707161>

Submitted on 20 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Débat autour de l'ouvrage de Mark Duffield, *Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples*, Cambridge, Polity, 2007.

David Ambrosetti, CNRS / ISP

Dans *Development, Security and Unending War*, Mark Duffield invite à interpréter le développement comme une politique générale de *sécurisation* des États occidentaux et du capitalisme. Maintes fois questionné dans la littérature internationaliste au cours des années 2000, le rapprochement entre développement et sécurité ne serait donc pas seulement affaire de "bonnes pratiques" imitées ou de mode, mais bien le pic contemporain d'une tendance vieille de plus d'un siècle.

L'argument de l'ouvrage intéressera les théoriciens des relations internationales, ou du moins ceux parmi eux qui acceptent de prendre en considération les analyses marxistes ou celles foucaaldiennes des relations internationales. Duffield croise les deux. Il voit en effet une *biopolitique* à l'œuvre dans les pratiques mêmes des développeurs et de leurs ancêtres, les administrateurs coloniaux, une biopolitique destinée à contenir, à l'échelle des (anciennes) colonies, la menace née de la « libération » (au sens marxien) d'une abondante force de travail, en attendant que le capitalisme soit en mesure d'absorber cette dernière. Ces développeurs ont ainsi convaincu les autorités des métropoles coloniales européennes de la nécessité de transposer dans leurs relations avec les colonies la forme de gouvernement inventée par l'establishment libéral européen pour gérer "la question sociale" chez eux, autrement dit leur "propre" surplus humain au regard des besoins du capitalisme.

Cette biopolitique suppose de gouverner les *conditions de la vie* des "administrés" ainsi libérés des structures sociales antérieures, dans leurs dimensions les plus quotidiennes et les plus essentielles (pratiques agricoles, alimentaires, matrimoniales, reproductrices, médicales, et leurs enjeux sanitaires, économiques, démographiques, etc.), véritable technologie d'endiguement « par le bas », localisé, de ce surplus humain. Progressistes, ces développeurs ont ainsi offert une alternative aux calculs géopolitiques des milieux diplomatiques et militaires conservateurs visant à poursuivre la sécurité par les seuls jeux d'alliances,

d'allégeances et de compétitions politiques entre élites nationales ou locales – ou, le cas échéant, par la conquête militaire. D'une échelle à l'autre, les moyens disponibles changent, toutefois : plutôt que soutenir, comme dans les États européens, un système de protection sociale national porté par la bureaucratie d'État pour assurer la pérennité des capacités de production et de consommation, on entend enseigner aux masses comment assurer leur survie de façon autonome, autosuffisante (« *self-reliant* »), repliées sur leurs communautés, sans qu'elles se voient reconnaître, dans l'immédiat, quelque rôle dans le capitalisme global contemporain. Sorte de biopolitique du pauvre (« *on the cheap* »), en somme.

On trouvera l'argument large, globalisant. Mais il faut bien reconnaître que l'auteur britannique sait ici frapper son lecteur, au regard d'autres travaux internationalistes voulant répondre à « la » question : pourquoi des responsables politiques et des appareils administratifs investissent-ils des moyens conséquents dans des actions tantôt de développement, tantôt d'intervention armée à visée pacificatrice et humanitaire, dans des États du « Sud » ? En vertu de quels calculs ? On ne compte plus les recherches qui, entre 1990 et le milieu des années 2000, ont pointé la force des changements idéels et normatifs qui se seraient imposés aux responsables politiques, d'abord à leur corps défendant, sous la pression d'élites d'opinion éclairées et autres « entrepreneurs de normes » de la « société civile ». Et quand certains de ces ouvrages, pourtant aux antipodes des conclusions de Duffield, s'appuient également sur Foucault¹, on entrevoit la troublante plasticité que des internationalistes tendent à reconnaître à la pensée du philosophe français.

Plus concrètement, Duffield soulève la question de l'empreinte laissée par l'entreprise coloniale dans les milieux en charge du développement au Royaume-Uni, à partir de portraits individuels, notamment de trajectoires au sein de cette armée d'officiers accompagnant la gestion de l'empire colonial et qui fut démobilisée au moment des indépendances. J'ignore si le Soudan a particulièrement inspiré Duffield, ici, lui qui a beaucoup travaillé dans ce pays : le goût des administrateurs britanniques pour un développement autonome, y était en tout cas manifeste au Sud, *via* la fondation d'unités « tribales » censées incarner et reproduire les organisations

¹ N. Crawford, *Argument and Change in World Politics: Ethics, Decolonization, and Humanitarian Intervention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

et coutumes indigènes, dans le cadre du fameux "Zande Scheme"². Appliquer de façon extensive l'approche de cet ouvrage au cas soudanais offrirait une perspective passionnante, étant donné les enjeux de sécurité qu'il continue de soulever à l'échelle locale, régionale et internationale. Quoi qu'il en soit, l'auteur rejoint un chantier fort intéressant, déjà bien engagé à propos des anciens administrateurs coloniaux français dans le façonnement de l'aide au développement en France³ ou à la Commission européenne⁴. La trajectoire globale tracée entre le règlement de la « question sociale » dans les métropoles et celle du « sous-développement » dans les sociétés colonisées (et post-coloniales), entre surplus de l'intérieur et surplus de la périphérie, invite à explorer toujours plus loin les porosités intellectuelles, normatives, mais aussi les circulations individuelles professionnelles, les passerelles entre carrières, entre organisations liées à ces domaines d'activités. Les sciences sociales elles-mêmes pourraient se voir intégrées à ce schéma, en particulier celles déployées sous les auspices des grandes fondations privées nord-américaines⁵.

Sur les enjeux les plus discutés du développement et de la consolidation de la paix (« *peacebuilding* »), l'ouvrage propose une évaluation d'ensemble moins originale. La montée en force de l'intervention humanitaire, du maintien de la paix et de la reconstruction post-conflit depuis 1990 se traduirait par une intrusion croissante des gouvernements donateurs et des organisations internationales dans le travail quotidien des gouvernements souverains qu'ils assistent. Que la « sécurité humaine » ait eu pour effet de déclasser certains États souverains en « États fragiles » et de faire reposer sur les gouvernements donateurs la responsabilité de (re-)construire ces États (avant qu'ils ne « faillissent »), cela rejoint un constat assez largement partagé. Pour Duffield, cette intrusion, censée marquer le retour de l'État (du Nord) dans l'aide au développement, porte précisément sur la surveillance des fonctions biopolitiques (économiques et de bien-être social) des États assistés, où la relation donateur-réципиendaire est stabilisée et institutionnalisée, où le donateur est

² Voir J. Oduho et W. Deng, *The Problem of the Southern Sudan*, London, Oxford University Press / Institute of Race Relations, 1963, p. 12-13.

³ J. Meimon, *En quête de légitimité. Le ministère de la Coopération (1959-1999)*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Lille 2, 2005.

⁴ V. Dimier, « L'institutionnalisation de la Commission européenne (DG Développement) : du rôle des leaders dans la construction d'une administration multinationale 1958-1975 », *Études internationales*, vol. 34, n° 3, 2003, p. 401-427.

⁵ N. Guilhot, « Une vocation philanthropique. Georges Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-152, 2004, p. 36-48.

durablement installé dans les ministères cruciaux (finances), et/ou relayé par des élites post-intervention formées à l'étranger et acquises aux principes de bonne gouvernance⁶. Mais le panorama reste très général, et rend difficile – selon moi – l'identification d'une préoccupation pour un endiguement biopolitique du surplus humain par rapport à d'autres préoccupations (compétitions géopolitiques ou commerciales, gestion de la dette et stabilité financières, etc.).

De même semble-t-il difficile de ne pas voir la « gouvernementalisation » en cours parmi les ONG de développement et d'aide humanitaire, c'est-à-dire l'intégration de leurs actions dans des formules institutionnelles et autres cadres stratégiques communs élaborés dans les grandes organisations multilatérales en lien avec les États donateurs, imposant le respect de règles de contrôle et d'évaluation formatées. Retenons l'action en Sierra Leone en 2000-2001, citée comme exemple (p. 130) d'une action internationale *intégrée* destinée à étouffer les faiseurs de guerre désignés, les rebelles du RUF. *Médecins sans frontières* reconnaîtra là une critique que l'ONG française répéta à cette période⁷.

Ces produits bureaucratiques suffisent-ils toutefois à attester de l'existence d'un « empire humanitaire » (p. 8), qui généraliserait l'état d'exception tout en le dépolitisant ? A vouloir embrasser un tel volume d'agents et de pratiques, l'auteur peine à rendre compte de ce qui fait tenir ensemble cet empire sans empereur, dans ses multiples ramifications. Comment donner une consistance à cet objectif de gestion des surplus dangereux dans le travail des praticiens de l'aide au développement et des urgences humanitaires ? Comment cette menace s'y manifeste-t-elle ? Duffield ne manque pas de désigner ces agents comme des groupes professionnels internationalisés, qui sont conduits à « sécuritariser »⁸ toujours plus le développement dans un contexte de forte compétition et de course à la visibilité, à assumer une souveraineté certes « mobile » (M. Pandolfi) et

⁶ N. Wilén, "Entre souveraineté copartagée et coopération conditionnelle: le GEMAP au Liberia", *Études internationales*, à paraître en 2011, en fournit un exemple à propos du Programme d'assistance pour la gouvernance et la gestion économique (GEMAP en anglais), créé au Liberia en 2005.

⁷ F. Weissman (dir.), *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, Paris, Flammarion, 2003, p. 53-73.

⁸ B. Buzan, O. Waever et J. de Wilde, *Security: A New Framework For Analysis*, Boulder, Lynne Rienner, 1998.

temporaire, mais d'envergure toujours plus ample, alors que leurs métiers se « technocratisent » et que leurs carrières s'interpénètrent d'une organisation à l'autre. N'apparaît pas si clairement, en revanche, la *valeur concrètement reconnue à la menace elle-même* par les différents groupes en présence. On aurait en particulier aimé en savoir davantage sur les grilles d'analyse de ceux censés « gérer » tels ou tels risques, sur leur travail de hiérarchisation et de catégorisation de ces derniers, sur les effets de seuil, etc. A partir de quand considère-t-on qu'un risque s'est concrétisé, est devenu un « problème » politique urgent, *en termes de gestion du surplus* ? A partir de quand juge-t-on qu'un effort d'endiguement de ces risques a échoué ? Quels coûts associe-t-on à l'échec ?

Les relations entre agents et « sujets » dudit « empire » soulèvent des difficultés particulières. M. Duffield ne gagnerait-il pas à établir plus précisément comment cette technologie de gouvernement est reçue par ceux à qui elle est destinée ? Quelles pourraient être les anticipations opérées par des « entrepreneurs de violences » selon que les violences envisagées feront ou non planer le spectre d'un surplus humain débordant les digues érigées pour le contenir ? Un échec conséquent au regard de la notion de sécurité humaine et ses soubassements biopolitiques permettrait peut-être de distinguer précisément l'intensité des urgences des praticiens plongés dans l'action au regard des menaces perçues pour les structures économiques globales. Il permettrait de soulever une question pratique cruciale à mes yeux : jusqu'où peut-on aller dans la gestion du surplus humain, lorsque celle-ci s'accommode de violences jugées, dans le feu de l'action, peu menaçantes pour l'extérieur, donc source de désintérêt international ?

Ce n'est pas un vague souci de sophistication méthodologique qui guide mon propos. Je vois au contraire un risque réel dans l'argument de l'ouvrage : Et si les pratiques interventionnistes analysées résultaient d'autres préoccupations que celle de contenir les êtres humains maintenues dans l'inutilité capitaliste ? Et si les considérations plus classiques de *realpolitik* et de rivalités économiques entre États, ou encore les luttes de pouvoir internes aux organisations complexes impliquées (États, bureaucraties internationales, ONG, etc.), inspiraient ces pratiques, hier comme aujourd'hui ? La question de ce qui change (entre la Guerre froide et aujourd'hui par exemple) pourrait alors être posée autrement : non pas en termes de

nouvelles motivations, de nouveaux objectifs, mais en termes de nouvelles règles du jeu, autorisant des pratiques qui étaient hier chargées d'interdits, de réprobation collective... et qui, avant-hier, ont pu au contraire exister sous une autre forme. Or un changement de règles du jeu doit-il toujours naître d'une *intention* de changer les règles du jeu *afin* de servir un objectif particulier ? Ne peut-il pas résulter de mouvements discrets, improvisés, d'ajustements d'acteurs entre eux, conduisant ces derniers là où ils n'ont pas songé se rendre au début de la séquence considérée ? A la fin de ma lecture, je n'ai pas trouvé suffisamment d'éléments me convainquant que quelques acteurs puissants avaient expressément choisi de suivre cette direction considérée, et qu'ils l'avaient fait sous l'empire d'une crainte irrésistible à l'égard de ce surplus humain pointé par Duffield. D'autres enquêtes me semblent requises.

Cette colonisation du monde du développement par une interprétation sécuritaire biopolitique focalisée sur la gestion du surplus humain demeure une hypothèse, stimulante. Elle contribue en outre à replacer ce "surplus humain" parmi les groupes politiquement et scientifiquement dignes d'intérêt dans l'analyse du pouvoir sur la scène internationale. Le doute n'en est pas levé pour autant, quant à la cohérence que cette menace instille parmi les multiples acteurs en présence, quant au degré de sérieux que les multiples agents étudiés accordent ou non à une telle menace et quant aux effets pratiques d'une défaillance dans ce domaine.